

01000990406960008

1881



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 99

4 Ιουνίου 1996

### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2403

*Κύρωση της 154 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας «Για την προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης».*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ**
**ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

**Άρθρο πρώτο**

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η 154 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας 'Για την προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης', που ψηφίστηκε στη Γενεύη στις 19 Ιουνίου 1981 από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, το κείμενο της οποίας στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

**Convention 154**

## CONVENTION CONCERNANT LA PROMOTION DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 1981, en sa soixante-septième session;

Réaffirmant le passage de la Déclaration de Philadelphie, qui reconnaît «l'obligation solennelle pour l'Organisation internationale du Travail de seconder la mise en œuvre, parmi les différentes nations du monde, de programmes propres à réaliser... la reconnaissance effective du droit de négociation collective», et notant que ce principe est «pleinement applicable à tous les peuples du monde»;

Tenant compte de l'importance capitale des normes internationales contenues dans la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; la recommandation sur les conventions collectives, 1951; la recommandation sur la conciliation et l'arbitrage volontaires, 1951; la convention et la recommandation sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978; ainsi que la convention et la recommandation sur l'administration du travail, 1978;

Considérant qu'il est souhaitable de faire de plus grands efforts pour réaliser les buts de ces normes et particulièrement les principes généraux contenus dans l'article 4 de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et le paragraphe 1 de la recommandation sur les conventions collectives, 1951;

Considérant par conséquent que ces normes devraient être complétées par des mesures appropriées fondées sur lesdites normes et destinées à promouvoir la négociation collective libre et volontaire;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la promotion de la négociation collective, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce dix-neuvième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-un, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la négociation collective, 1981:

## PARTIE I. CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS

### *Article 1*

1. La présente convention s'applique à toutes les branches d'activité économique.

2. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliquent aux forces armées et à la police peut être déterminée par la législation ou la pratique nationales.

3. Pour ce qui concerne la fonction publique, des modalités particulières d'application de la présente convention peuvent être fixées par la législation ou la pratique nationales.

### *Article 2*

Aux fins de la présente convention, le terme «négociation collective» s'applique à toutes les négociations qui ont lieu entre un employeur, un groupe d'employeurs ou une ou plusieurs organisations d'employeurs, d'une part, et une ou plusieurs organisations de travailleurs, d'autre part, en vue de:

*a)* fixer les conditions de travail et d'emploi, et/ou

*b)* régler les relations entre les employeurs et les travailleurs, et/ou

*c)* régler les relations entre les employeurs ou leurs organisations et une ou plusieurs organisations de travailleurs.

### *Article 3*

1. Pour autant que la loi ou la pratique nationales reconnaissent l'existence de représentants des travailleurs tels qu'ils sont définis à l'article 3, alinéa *b)*, de la convention concernant les représentants des travailleurs, 1971, la loi ou la pratique nationales peuvent déterminer dans quelle mesure le terme «négociation collective» devra également englober, aux fins de la présente convention, les négociations avec ces représentants.

2. Lorsque, en application du paragraphe 1 ci-dessus, le terme «négociation collective» englobe également les négociations avec les représentants des travailleurs visés dans ce paragraphe, des mesures appropriées devront être prises, chaque fois qu'il y a lieu, pour garantir que la présence de ces représentants ne puisse servir à affaiblir la situation des organisations de travailleurs intéressées.

## PARTIE II. MÉTHODES D'APPLICATION

### *Article 4*

Pour autant que l'application de la présente convention n'est pas assurée par voie de conventions collectives, par voie de sentences arbitrales ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale, elle devra l'être par voie de législation nationale.

## PARTIE III. PROMOTION DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

### *Article 5*

1. Des mesures adaptées aux circonstances nationales devront être prises en vue de promouvoir la négociation collective.

2. Les mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus devront avoir les objectifs suivants:

*a)* que la négociation collective soit rendue possible pour tous les employeurs et pour toutes les catégories de travailleurs des branches d'activité visées par la présente convention;

*b)* que la négociation collective soit progressivement étendue à toutes les matières couvertes par les alinéas *a)*, *b)* et *c)* de l'article 2 de la présente convention;

*c)* que le développement de règles de procédure convenues entre les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs soit encouragé;

*d)* que la négociation collective ne soit pas entravée par suite de l'inexistence de règles régissant son déroulement ou de l'insuffisance ou du caractère inappropriée de ces règles;

e) que les organes et les procédures de règlement des conflits du travail soient conçus de telle manière qu'ils contribuent à promouvoir la négociation collective.

*Article 6*

Les dispositions de cette convention ne font pas obstacle au fonctionnement de systèmes de relations professionnelles dans lesquels la négociation collective a lieu dans le cadre de mécanismes ou d'institutions de conciliation et/ou d'arbitrage auxquels les parties à la négociation collective participent volontairement.

*Article 7*

Les mesures prises par les autorités publiques pour encourager et promouvoir le développement de la négociation collective feront l'objet de consultations préalables et, chaque fois qu'il est possible, d'accords entre les pouvoirs publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs.

*Article 8*

Les mesures prises en vue de promouvoir la négociation collective ne pourront être conçues ou appliquées de manière qu'elles entravent la liberté de négociation collective.

PARTIE IV. DISPOSITIONS FINALES

*Article 9*

La présente convention ne porte révision d'aucune convention ou recommandation existantes.

*Article 10*

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

*Article 11*

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

*Article 12*

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

*Article 13*

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

*Article 14*

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

*Article 15*

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

*Article 16*

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

*a)* la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

*b)* à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

*Article 17*

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

**ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΕΡΓΑΣΙΑΣ 154
"ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΗΣ
ΣΥΛΛΟΓΙΚΗΣ ΔΙΑΠΡΑΓΜΑΤΕΥΣΗΣ"**

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί στις 3 Ιουνίου 1981, στην εξηκοστή έβδομη (67η) σύνοδό της,

Αφού επαναβεβαίωσε τη διάταξη της Διακήρυξης της Φιλαδέλφειας, η οποία αναγνωρίζει "την επίσημη υποχρέωση της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας να βοηθάει στην εφαρμογή, μεταξύ των διαφόρων εθνών του κόσμου, προγραμμάτων που μπορούν να πετύχουν... την αποτελεσματική αναγνώριση του δικαιώματος της συλλογικής διαπραγμάτευσης" και αφού σημείωσε ότι η αρχή αυτή "μπορεί να εφαρμοστεί πλήρως σ' όλους τους λαούς του κόσμου",

Αφού έλαβε υπόψη την κεφαλαιώδη σπουδαιότητα των διεθνών κανόνων που περιέχονται στη σύμβαση του 1948 για τη συνδικαλιστική ελευθερία και την προστασία του συνδικαλιστικού δικαιώματος, τη σύμβαση του 1949 για το δικαίωμα της οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης, τη σύσταση του 1951 για τις συλλογικές συμβάσεις, τη σύσταση του 1951 για την εκούσια συμφιλίωση και διαιτησία, τη σύμβαση και σύσταση του 1978 για τις σχέσεις εργασίας στη δημόσια διοίκηση, καθώς και τη σύμβαση και σύσταση του 1978 για τη διοίκηση της εργασίας,

Αφού έκρινε ότι είναι επιθυμητό να καταβληθούν μεγαλύτερες προσπάθειες για την υλοποίηση των σκοπών των διεθνών αυτών κανόνων και ιδιαίτερα των γενικών αρχών που περιέχονται στο άρθρο 4 της σύμβασης του 1949 για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης και στην παράγραφο 1 της σύστασης του 1951 για τις συλλογικές συμβάσεις,

Αφού έκρινε, κατά συνέπεια, ότι οι κανόνες αυτοί πρέπει να συμπληρωθούν με κατάλληλα μέτρα βασισμένα στις αρχές τους με σκοπό την προώθηση της ελεύθερης και εκούσιας συλλογικής διαπραγμάτευσης,

Αφού αποφάσισε να αποδεχτεί διάφορες προτάσεις σχετικές με την προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης, ζήτημα που αποτελεί το τέταρτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου,

Αφού αποφάσισε ότι οι προτάσεις αυτές θα πρέπει να λάβουν τη μορφή διεθνούς σύμβασης,

Αποδέχεται σήμερα, 19 Ιουνίου 1981, την παρακάτω σύμβαση που θα αναφέρεται ως Σύμβαση για τη συλλογική διαπραγμάτευση, 1981.

## ΜΕΡΟΣ Ι. ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ

### Άρθρο 1

1. Η Σύμβαση αυτή εφαρμόζεται σ' όλους τους κλάδους της οικονομικής δραστηριότητας.

2. Το μέτρο στο οποίο οι εγγυήσεις που προβλέπονται από τη Σύμβαση αυτή εφαρμόζονται στις ένοπλες δυνάμεις και την αστυνομία μπορεί να καθοριστεί από την εθνική νομοθεσία ή πρακτική.

3. Όσον αφορά στη δημόσια διοίκηση, οι ειδικοί τρόποι εφαρμογής της Σύμβασης αυτής μπορούν να καθοριστούν από την εθνική νομοθεσία ή πρακτική.

### Άρθρο 2

Για τους σκοπούς αυτής της Σύμβασης, ο όρος "συλλογική διαπραγμάτευση" εφαρμόζεται σ' όλες τις διαπραγματεύσεις που γίνονται ανάμεσα σ' έναν εργοδότη, μια εργοδοτική ομάδα ή μία ή περισσότερες εργοδοτικές οργανώσεις, από τη μία πλευρά, και σε μία ή περισσότερες εργατικές οργανώσεις από την άλλη, με σκοπό:

α) να καθοριστούν οι όροι εργασίας και απασχόλησης και/ή

β) να ρυθμιστούν οι σχέσεις ανάμεσα στους εργοδότες και τους εργαζομένους και/ή

γ) να ρυθμιστούν οι σχέσεις ανάμεσα στους εργοδότες ή τις οργανώσεις τους και σε μια ή περισσότερες οργανώσεις των εργαζομένων.

### Άρθρο 3

1. Εφόσον ο νόμος ή η εθνική πρακτική αναγνωρίζουν την ύπαρξη των αντιπροσώπων των εργαζομένων, όπως αυτοί καθορίζονται στο άρθρο 3, παράγραφος β' της σύμβασης του 1971 για τους αντιπροσώπους των εργαζομένων, ο νόμος ή η εθνική πρακτική μπορούν να καθορίσουν σε ποιο μέτρο ο όρος "συλλογική διαπραγμάτευση" θα πρέπει να περιλαμβάνει επίσης, για τους σκοπούς αυτής της Σύμβασης, τις διαπραγματεύσεις με τους αντιπροσώπους αυτούς.

2. Εφόσον, κατ' εφαρμογή της παραπάνω παραγράφου 1, ο όρος "συλλογική διαπραγμάτευση" περιλαμβάνει επίσης και τις διαπραγματεύσεις με τους αντιπροσώπους των εργαζομένων, θα πρέπει να λαμβάνονται κατάλληλα μέτρα, κάθε φορά που υπάρχει λόγος, για να εξασφαλίζεται ότι η παρουσία των αντιπροσώπων αυτών δεν μπορεί να αποδυναμώσει τη θέση των ενδιαφερόμενων εργατικών οργανώσεων.

## ΜΕΡΟΣ ΙΙ. ΜΕΘΟΔΟΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

### Άρθρο 4

Εφόσον η εφαρμογή αυτής της Σύμβασης δεν διασφαλίζεται με συλλογικές συμβάσεις, διαιτητικές αποφάσεις ή κάθε άλλο τρόπο σύμφωνο με την εθνική πρακτική, πρέπει να διασφαλίζεται με την εθνική νομοθεσία.

## ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ. ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΗΣ ΣΥΛΛΟΓΙΚΗΣ ΔΙΑΠΡΑΓΜΑΤΕΥΣΗΣ

### Άρθρο 5

1. Πρέπει να λαμβάνονται μέτρα που να συμβιβάζονται με τις εθνικές συνθήκες με σκοπό την προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης.

2. Τα μέτρα που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 1 θα πρέπει να έχουν τους παρακάτω σκοπούς:

α) να είναι δυνατή η συλλογική διαπραγμάτευση για όλους τους εργοδότες και όλες τις κατηγορίες των εργαζομένων στους κλάδους δραστηριότητας που καλύπτονται από τη Σύμβαση αυτή,

β) να επεκτείνεται προοδευτικά η συλλογική διαπραγμάτευση σ' όλα τα θέματα που καλύπτονται από τα

εδάφια α', β' και γ' του άρθρου 2 αυτής της Σύμβασης,

γ) να ενθαρρύνεται η ανάπτυξη διαδικαστικών κανόνων που θα συμφωνούνται μεταξύ των εργοδοτικών και εργατικών οργανώσεων,

δ) να μην εμποδίζεται η συλλογική διαπραγμάτευση εξαιτίας της ανυπαρξίας κανόνων για τον τρόπο διεξαγωγής της ή εξαιτίας της ανεπάρκειας ή του ακατάλληλου χαρακτήρα των κανόνων αυτών,

ε) να θεσπίζονται τα όργανα και οι διαδικασίες ρύθμισης των εργατικών διαφορών με τέτοιο τρόπο ώστε να συμβάλλουν στην προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης.

Άρθρο 6

Οι διατάξεις της Σύμβασης αυτής δεν παρεμποδίζουν τη λειτουργία συστημάτων επαγγελματικών σχέσεων στα οποία η συλλογική διαπραγμάτευση λαμβάνει χώρα στο πλαίσιο μηχανισμών ή θεσμών συμφιλίωσης και/ή διαιτησίας, στους οποίους μετέχουν εκούσια τα μέρη της συλλογικής διαπραγμάτευσης.

Άρθρο 7

Τα μέτρα που λαμβάνονται από τις δημόσιες αρχές για την ενθάρρυνση και προώθηση της ανάπτυξης της συλλογικής διαπραγμάτευσης θα αποτελούν αντικείμενο προηγούμενων συνεννοήσεων και, κάθε φορά που αυτό είναι δυνατόν, συμφωνιών μεταξύ των δημόσιων αρχών και των οργανώσεων των εργοδοτών και εργαζομένων.

Άρθρο 8

Τα μέτρα που λαμβάνονται για την προώθηση της συλλογικής διαπραγμάτευσης δεν μπορούν να θεσπίζονται ή να εφαρμόζονται με τρόπο που να εμποδίζει τη συλλογική διαπραγμάτευση.

ΜΕΡΟΣ IV. ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 9

Η Σύμβαση αυτή δεν αναθεωρεί καμιά υπάρχουσα σύμβαση ή σύσταση.

Άρθρο 10

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της Σύμβασης θα πρέπει να κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Άρθρο 11

1. Η Σύμβαση αυτή θα δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, των οποίων την επικύρωση έχει καταχωρίσει ο Γενικός Διευθυντής.

2. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα (12) μήνες μετά την καταχώριση από το Γενικό Διευθυντή των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η Σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος, δώδεκα (12) μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτή.

Άρθρο 12

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη Σύμβαση θα μπορεί να την καταγγέλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα (10) ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται για καταχώριση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας. Η καταγγελία θα ισχύσει ένα (1) χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη Σύμβαση και δεν ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται σ' αυτό το άρθρο, μέσα σ' ένα (1) χρόνο από τη λήξη της δεκαετίας που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, θα δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και, στη συνέχεια, θα μπορεί να καταγγείλει αυτή τη Σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

Άρθρο 13

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί στα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισημαίνει στα Μέλη της Οργάνωσης την ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η Σύμβαση αυτή.

Άρθρο 14

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 15

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση πάνω στην εφαρμογή αυτής της Σύμβασης και θα εξετάζει αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 16

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά αυτή τη Σύμβαση και εφόσον η νέα Σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια και ανεξάρτητα από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 12 την άμεση καταγγελία αυτής της Σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση,

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτή τη Σύμβαση.

2. Η Σύμβαση αυτή θα παραμένει, σε κάθε περίπτωση, σε ισχύ με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα Μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δεν θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 17

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο της παρούσας Συμβάσεως είναι εξίσου αυθεντικά.

**Άρθρο δεύτερο**

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 11 αυτής.

**Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.**

Αθήνα, 29 Μαΐου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΔΗΜ. ΔΙΟΙΚΗΣΗΣ ΚΑΙ ΑΠΟΚΕΝΤΡΩΣΗΣ
**ΑΠ.-ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
**ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ**

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
**ΓΙΑΝΝΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝ. ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
**ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

*Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους*

Αθήνα, 30 Μαΐου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ**

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ